

Reconsidérer la richesse

Rapport de la mission " nouveaux facteurs de richesse ",

réalisé par **Patrick VIVERET**,

Conseiller référendaire à la Cour des Comptes,

à la demande de Guy HASCOËT, Secrétaire d'Etat à l'économie solidaire

Rapport d'étape : janvier 2001

Rapport final : janvier 2002

Fiche de lecture établie par **Jean-Dominique DELAVEAU**, étudiant du DEA "E-Management" de l'Université Paris Dauphine (Formation continue). Août 2002.

1. L'auteur

Patrick VIVERET est philosophe de formation et conseiller référendaire à la Cour des Comptes. Il fut mandaté, en 1988, par le Premier Ministre, **Michel ROCARD**, pour une mission sur l'évaluation des politiques publiques qui fit grand bruit.

Militant de longue date de l'Education Populaire, de l'économie sociale et solidaire, de l'écologie, directeur du Centre International **Pierre MENDES FRANCE**, il a été chargé en 2000, par l'ex Secrétaire d'Etat à l'économie solidaire **Guy HASCOËT**, d'une mission sur les nouveaux facteurs de richesse.

Son rapport de synthèse, "*Reconsidérer la richesse*", synthétisé ici, a été au cœur d'une rencontre internationale qui s'est tenue début Mars 2002, sous le parrainage du PNUD (programme des Nations Unies pour le développement).

2. La perspective épistémologique

" De l'évaluation démocratique comme outil privilégié et du développement humain durable comme finalité " (lettre de présentation du rapport d'étape).

Patrick VIVERET présente ainsi un travail participatif, dialectique, démocratique : rapport d'étape, débat puis rapport final. Il s'oppose explicitement, ainsi, à une approche purement technique et experte

Il défend un point de vue humaniste, une quête éthique visant à réconcilier l'avenir de l'humanité et celui de l'économie.

Sa démarche constructiviste contribue à la réhabilitation de l'économie politique.

Entre philosophie, économie, morale et politique, elle met parfaitement en avant les atouts, mais aussi les limites, d'un penseur doublé d'un militant, engagé à la fois au service de l'Etat et au sein de la société civile.

3. Problématique

- **Un champ :**
 - La définition de la richesse
 - Les indicateurs permettant de la mesurer
 - Le rôle et les fonctions économiques et sociales de la monnaie et d'autres systèmes d'échange (approche anthropologique).
- **Une méthode :**
 - Examen critique des indicateurs de richesse dominants dans la comptabilité publique française et les systèmes de comparaison internationaux.
 - Examen du rôle et des fonctions de la monnaie ("*les différentes faces*")
 - Evaluation, discussion et mise en débat démocratiques.
 - Réponse méthodique aux objections
 - Synthèse du débat
 - Propositions
- **Des concepts mis en débat :** richesse, valeur, utilité, croissance, productivité, valeur d'échange versus valeur d'usage...
- **Des débats théoriques relancés :**
 - Economie et politique,
 - Evaluation démocratique...
 - "*Le cœur du débat*" situé autour des concepts d'**Adam SMITH** et de leur interprétation.
 - Une approche anthropologique des "*différentes faces*" de la monnaie, de la richesse, du passage de la société industrielle à la société informationnelle.

4. Résumé

Note : notre résumé respecte les grandes lignes du plan du rapport final. Toutes les citations non attribuées, figurant en italique et entre guillemets, sont de **Patrick VIVERET**.

1^{ère} partie. Des thermomètres qui rendent malades !

Cette partie et la suivante constituent le rapport d'étape publié en janvier 2001 puis mis en débat.

Notre comptabilité nationale repose sur des partis pris aberrants.

Les catastrophes font monter le PIB (qui est l'indicateur dominant de richesse)... La vache folle, l'*Erika*, la tempête de 1999 ont coûté des milliards à la collectivité. Ces désastres ont pourtant été comptabilisés comme producteurs d'activités, donc de richesse.

... alors que les activités bénévoles le font baisser. Les activités bénévoles qui servent souvent à **prévenir** les catastrophes ou à y remédier ne sont pas comptabilisées dans la richesse nationale. Au contraire, elles sont lues comme des activités de substitution par rapport aux échanges monétaires et marchands. Les subventions qui leur

sont attribuées sont même interprétées comme des " ponctions " opérées sur la richesse économique.

L'analyse historique des concepts de richesse, valeur, utilité, croissance, productivité est nécessaire. Revisitant la pensée grecque puis médiévale, les cultures d'Asie et d'Afrique, les Lumières, **MALTHUS**, **Jean-Baptiste SAY**, **Auguste** et **Léon WALRAS**, libéralisme et marxisme, **Patrick VIVERET** analyse la montée en puissance du concept d'économie, au sens capitaliste du terme, sens en constante évolution, qui n'a jamais existé ni partout ni tout le temps.

La monnaie remplit différentes fonctions. Unité de compte pratique se substituant au troc, la monnaie est devenue aussi un redoutable outil de rivalités économiques entre blocs, Etats, personnes. Facteur de paix et de démocratie dans le cas de la création de l'Euro, elle génère par ailleurs des rapports sociaux violents incontrôlés et la domination des producteurs sur les consommateurs.

Richesse, monnaie : il faut changer les représentations. L'enjeu est de promouvoir l'émergence d'une société et d'une économie plurielles, face aux risques civilisationnels, écologiques et sociaux que véhicule "la société de marché"¹

2^{ème} partie. Un projet, des acteurs, des objectifs, une méthode

Entamer un vaste débat public. Le premier rapport propose le cadre d'un débat public sur la représentation de la richesse et les possibilités de réinscrire la monnaie au cœur de l'échange humain.

" Définir l'évaluation comme une délibération sur les valeurs, ce qui correspond à l'étymologie du terme, c'est refuser de la réduire à un simple exercice de mesure, lui même référé aux catégories dominantes d'un économisme qui a coupé ses liens avec l'éthique et le politique. La question des "indicateurs" qui relève des outils ne peut donc être dissociée de celle des "critères" qui relève du débat sur les fins ".

Il faut faire du marché et de la monnaie un moyen, non une fin, et retrouver la force originelle du principe associatif², " celle qui cherche, à travers et au delà l'économie, à substituer la logique coopérative des jeux gagnants/gagnants à la logique guerrière des jeux gagnants/perdants ".

Les trois objectifs de la méthode et du débat :

Objectif 1. Identifier, capitaliser, approfondir les pistes existant pour reconsidérer la richesse.

Références du débat :

- **La définition de nouveaux indicateurs de richesse :** travaux d'**Amartya SEN**, indicateurs de développement humain du PNUD (programme des Nations Unies pour le développement), indicateurs de bien être imaginés par **James**

¹ C'est à dire une société ou l'économie marchande en vient à subordonner, voire à absorber les autres fonctions majeures du lien sociétal que sont le lien politique, affectif et symbolique. L'expression forgée par Karl Polanyi dans "la grande Transformation" a été reprise par Lionel Jospin, lorsqu'il était Premier Ministre.

² Cf notamment Roger Sue "Renouer le lien social. Liberté, égalité, association" (Ed Odile Jacob, Paris 2001); Jean Michel Belorgey, président de la Mission Interministérielle pour la célébration du centenaire de la loi de 1901, "cent ans de vie associative" (presse de Sciences Po, novembre 2000); Libres Associations de **Bruno REBELLE** et **Fabienne SWIATLY**, Desclée De brouwer, 1999.

TOBIN (" *Net national welfare* "), approche des coûts environnementaux, du patrimoine inaliénable de l'humanité, des coûts de sa destruction, des initiatives alternatives expérimentées au sein de la société civile...

- **Les pistes ouvertes dans le domaine de l'échange et de la monnaie :**
 - **Echanges de proximité non monétaires** fondés sur le temps donné aux autres, les idées, les savoirs, la valeur de la vie face à la mort, de la paix, de la liberté, des échanges affectifs,
 - **Echanges quasi monétaires** utilisant divers types d'unités de compte de substitution non spéculatifs (systèmes d'échanges locaux –SEL–, chèques services, cartes téléphoniques...).
 - **Echanges démocratiques autour de la monnaie :** budgets participatifs, fonds publics autogérés collectivement...
 - **Systèmes d'échanges avec des unités de compte de substitution** via Internet (projet Microsoft de monnaie privée ou projet SOL de " *monnaie électronique solidaire* ", par exemple).

Objectif 2. Identifier les obstacles aux transformations souhaitables.

- **Combattre des idées reçues :** " *Le propre des systèmes de domination est de présenter comme des évidences ce qui relève de constructions et de choix* ".
- **Juguler les risques d'arbitraire**, de manipulation, de corruption qui pourraient être liés à une redéfinition non démocratique et non contrôlée des indicateurs de richesse ou à une volonté de faire le bonheur de l'humanité qui, opposée au désordre libéral, pourrait apparaître comme totalitaire.
- **Comprendre que nous vivons dans " des sociétés matériellement riches mais à ce point déprimées, comme l'avait annoncé KEYNES³, qu'elles ont en permanence recours à l'excitation du dopage sous toutes ses formes y compris monétaires pour compenser leur mal être (...). L'utopie du capitalisme consiste à croire que, grâce à la main invisible du marché, les vices privés se transformeront en vertus publiques : la réalité nous administre en permanence la preuve du contraire : la corruption privée dégénère en corruption publique, la "lucrativité" élevée au rang de fin dans l'économie finit par contaminer les autres formes de lien social.**
- **Ne pas se décourager devant l'ampleur ni les difficultés de la tâche.**

Objectif 3. Définir une stratégie à moyen terme pour surmonter ces obstacles.

Le rapport d'étape s'achève par des éléments de méthode conjoncturels et opérationnels pour ouvrir et mener la réflexion et le débat.

³ En 1930, à la fin de ses "essais sur l'économie et la monnaie", **KEYNES** évoque dans un dernier chapitre prophétique les risques de "dépression nerveuse" collective générés par l'abondance de biens sans mutation culturelle.

3^{ème} partie. De New York à Toulouse : il est temps de changer notre regard sur la richesse

Avec cette partie débute le rapport de synthèse final publié en janvier 2002.

3.1 Le PIB n'est pas la richesse

Le rapport à la mesure est devenu obsessionnel dans nos sociétés occidentales. L'usage immodéré et imprudent des statistiques dans des sociétés qui confondent la réalité et les chiffres se retrouve dans tous les domaines.

L'actualité récente nous a fourni deux nouveaux exemples tristement spectaculaires de ce paradoxe : les attentats du 11 septembre aux Etats-Unis et l'accident de l'usine AZF à Toulouse.

Dans le cas des attentats du 11 septembre 2001, *" les personnes qui disposaient d'un moyen de communication comme un téléphone portable ont cherché à joindre leurs proches pour leur dire leur amour et non leur banquier ou leur chef de service pour connaître l'état de leur compte ou de leur carrière (...). Face à la mort, les deux passions les plus puissantes ne sont pas la richesse et la puissance mais le sens (et la connaissance) et l'amour (ou la reconnaissance). Ainsi, toute théorie de la valeur, au sens économique du terme, ne saurait être contradictoire avec une définition écologique et anthropologique des valeurs fondamentales "*.

Le 11 septembre aussi, la réaction spontanée de nombreux citoyens fut de donner leur sang en signe de solidarité. *" Face à l'épreuve, c'est en effet le don qui exprime le mieux la solidarité inter humaine et la capacité de confiance dans l'avenir "*.

Les indicateurs monétaires envoient une tout autre information : *" n'a de valeur que ce qui possède une capacité d'échange monétaire, ne peut entrer dans le lien social marchand qu'une personne disposant du sésame monétaire "*.

Dans des *" sociétés de marché "* où ce qui n'a pas de prix en vient à être considéré comme sans valeur, le risque de confusion devient majeur.

3.2 Pour de nouveaux " fondamentaux " écologiques et anthropologiques

Les fondamentaux économiques ne doivent plus entrer *" en contradiction avec ce qui conditionne la possibilité même de l'existence de l'économie : la présence d'êtres humains dans une biosphère et sur une planète vivable. Ils doivent permettre la création d'indicateurs écologiques et anthropologiques. Les premiers repèrent la qualité des biens écologiques vitaux tels que l'air, l'eau, la terre, la qualité globale des écosystèmes. Les seconds signalent les conditions sociales et sanitaires minimales en deçà desquelles la vie humaine peut être en danger "*.

Suite à la catastrophe de Toulouse, le débat les risques induits par l'importance démesurée du transport par camion illustre la contradiction entre des indicateurs économiques (prix, rentabilité) qui ont renforcé cette tendance et des indicateurs écologiques (pollution, dégradation de l'environnement) et anthropologiques (atteintes à la santé, accidents dus aux camions etc.) qui auraient dû conduire à privilégier d'autres formes de transport.

3.3 Réévaluer la question monétaire

Il faut s'interroger sur la monnaie : jusqu'où rend-elle service à l'échange et à la production de richesses ? Au-delà de quels seuils devient-elle destructrice d'échange et de richesses écologiques ou humaines ?

3.4 La fracture sociale mondiale est explosive

Le risque de crise de confiance du côté des bénéficiaires de l'économie rentière est redoublé par les effets de la crise sociale que produit cette économie très fortement inégalitaire. Les chiffres sont tristement explicites.

La fracture sociale mondiale

Les 225 plus grosses fortunes du monde représentent un total de plus de mille milliards de dollars, soit l'équivalent du revenu annuel des 47 % d'individus les plus pauvres de la population mondiale.

Les trois personnes les plus riches du monde ont une fortune supérieure au PIB total des 48 pays en développement les plus pauvres.

Le coût de la réalisation et de maintien d'un accès universel à l'éducation de base aux soins de la santé de base, à une nourriture adéquate, à l'eau potable, et à des infrastructures sanitaires est estimé à 40 milliards de dollars par an. Les dépenses de publicité sont elles dix fois supérieures : 400 milliards \$ annuels.

Les comparaisons n'ont qu'une valeur d'exemple mais elles n'en illustrent pas moins de façon frappante l'utilisation qui est faite des ressources de la planète. Dépenses annuelles en milliards de dollars :

Education pour tous : 6

Achats de cosmétiques aux USA : 8

Accès à l'eau et à l'assainissement pour tous : 9

Achats de crèmes glacés en Europe : 11

Soins de gynécologie et d'obstétrique pour toutes les femmes : 12

Consommation de parfum en Europe et aux USA : 12

Satisfaction des besoins nutritionnels et sanitaires de base : 13

Achats d'aliments d'animaux en Europe et aux USA : 17

Budget loisirs des entreprises japonaises : 35

Consommation cigarettes en Europe : 50

Achats de boissons alcoolisées en Europe : 105

Consommation de stupéfiants dans le monde : 400

Dépenses militaires dans le monde : 780

* **source** : rapport du PNUD 1998

" On peut difficilement nier qu'il existe un lien entre le creusement des inégalités mondiales et la question centrale de la sécurité. Nombre d'êtres humains sont potentiellement dans la situation de considérer qu'ils n'ont rien à perdre, au minimum en émigrant illégalement, au pire en tuant ou en se tuant dans des actes de suicides meurtriers à l'encontre des symboles de la puissance et de la richesse. Ils sont une proie facile pour les entreprises terroristes, mafieuses ou sectaires ".

3.5 Des indicateurs plus nombreux mais peu utilisés sont apparus récemment.

La question sociale et environnementale constitue une préoccupation croissante et sa mauvaise prise en compte par les indicateurs monétaires et les systèmes de comptabilité a conduit à développer de nouveaux indicateurs sociaux, environnementaux, voire éthiques.

C'est d'abord dans le domaine environnemental, depuis le rapport **BRUNTLAND** sur le développement durable et le sommet de Rio de 1992, que l'on peut constater une évolution qui fait apparaître les grandes tendances suivantes :

► **Dans les institutions internationales.** On constate une audience croissante des **travaux du PNUD** qui ont eu l'immense mérite, en s'inspirant des travaux du prix Nobel d'économie **Amartya SEN**, de replacer la croissance au service du développement humain. Ils ont ouvert une brèche majeure dans le temple de la pensée dominante.

Cette brèche favorise un regain d'attention pour les travaux d'autres institutions internationales : OMS (organisation mondiale de la santé), OIT, BIT (organisation et bureau international du travail), agences de l'ONU...

Une autre tentative mérite attention et débat : les travaux sur le " *capital naturel* ", le " *capital humain* " et le " *capital social* " soutenus et en partie financés par des institutions comme l'OCDE et la Banque mondiale.

► **Au sein de l'Union européenne**, surtout depuis l'intégration au traité d'Amsterdam (1997), du développement durable comme objectif de l'Union.

L'Agenda 2000 adopté à Berlin début 1999 fait ainsi évoluer la politique agricole commune en instaurant des exigences de protection de l'environnement.

On relève aussi l'élaboration en cours d'**indicateurs environnementaux**.

*" L'idée la plus féconde paraît être celle de la **création d'indicateurs de " dissociation "** (ou de " découplage ") destinés à mesurer l'écart entre ces nouveaux repères et les indicateurs monétaires. On conçoit par exemple que dans un domaine comme le transport routier il existe un décalage énorme entre les informations positives provenant des indicateurs monétaires (prix, rentabilité, productivité) et les indicateurs environnementaux et sanitaires qui enregistrent les effets destructeurs sur l'environnement ou la santé de ce type de transport "*

L'Union a aussi adopté une nouvelle stratégie pour " *devenir l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde, capable d'une croissance économique durable accompagnée d'une amélioration quantitative et qualitative de l'emploi et d'une plus grande cohésion sociale* (Conclusions de la présidence, Conseil de Lisbonne, mars 2000).

Une série de 35 indicateurs structurels a été présentée au Conseil de Stockholm en mars 2001. Le Conseil identifie de nouvelles priorités en matière d'indicateurs concernant la lutte contre l'exclusion sociale, l'écart de salaires entre hommes et femmes, la qualité de l'emploi, le nombre de doctorats en science et technologie...

La fiscalité, dans cette perspective, devient un instrument de transition : principe pollueur payeur, taxation des produits énergétiques, suppression progressive (à l'horizon 2010) des subventions à la production et à la consommation des combustibles fossiles...

" L'effort européen, on le voit, est réel même s'il est peu connu et si les décisions publiques et privées sont encore loin de s'en inspirer effectivement "

► **En France, sur le plan de l'action publique.** Sur le plan historique, dans ses prémisses, la comptabilité nationale française s'est fortement inspirée de la comptabilité matérielle soviétique : il s'agissait de développer une comptabilité monétaire mais en partie non marchande

La première véritable mise en question est née du sort (nul) réservé au traitement des tâches domestiques non marchandes dans la comptabilité nationale. Au sein de l'Insee, **Annie FOUQUET** et **Ann CHADEAU**, deux chercheuses, avaient mis en évidence que le temps global de vie consacré au travail domestique était sensiblement supérieur au temps global consacré aux activités dites " *économiques* " et qu'il devrait donc entrer dans la comptabilité nationale.

Le second pilier de la contestation du PIB fut **la question environnementale et tiers-mondiste** : l'exploitation des forêts, par exemple, apparaissait positivement dans

le PIB alors que la destruction écologique et ses conséquences, en particulier dans les pays du Sud, n'était pas prise en compte.

De là est né un compromis qui consistait à ne pas toucher au cadre central du système comptable mais à y ajouter des " comptes satellites ". C'est dans cet esprit que fut décidée la création d'une " commission des comptes " au Ministère de l'environnement.

Au terme d'un débat houleux, refusant d'additionner des prix d'observation et des prix virtuels, la majorité de cette commission opta pour un calcul du " coût des facteurs " (par exemple les dépenses publiques engagées pour la protection ou la restauration de l'environnement).

Une révolution conceptuelle fut introduite avec le concept de **développement soutenable** (rapport **BRUNTLAND**) dont l'une des hypothèses centrales est que la **médiation sociale** peut transformer un jeu à somme nulle entre l'économie et l'environnement en un jeu à somme positive.

Un autre débat est alors apparu, distinguant :

- **la soutenabilité dite " faible "** fondée sur l'hypothèse du remplacement du capital naturel par un capital artificiel que l'on peut estimer alors sous forme monétaire

- **la soutenabilité dite " forte "** fondée sur l'écologie scientifique pour estimer qu'il existe des " seuils critiques " au delà desquels il peut se produire des catastrophes (" principe de précaution "...).

Trois autres principes en découlent : le pollueur payeur, la prévention à la source, l'importance du rôle des acteurs établissant une médiation entre l'économie et l'environnement.

On assiste aussi à un renouveau de la problématique des indicateurs sociaux. Des études se développent sur les conditions d'un meilleur usage par les décideurs publics.

► **Dans les entreprises : la question croissante de la responsabilité sociale.** L'idée commence à se faire jour que l'entreprise est aussi comptable de son impact environnemental et, qu'à ce titre, une ligne exprimant le résultat de son bilan écologique et son bilan social global devrait compléter son résultat monétaire classique.

Cinq catégories d'outils accompagnent cette évolution : codes de conduite ou " chartes éthiques ", labels, normes, rapports " verts " ou " sociaux " ou " bilans sociétaux ", agences et systèmes de notation.

► **Dans le secteur de l'Économie sociale et solidaire :** "L'économie sociale et solidaire est directement concernée par le changement de critères qui handicape les acteurs s'inscrivant dans une perspective économique non lucrative ". Ses structures de coordination cherchent à créer une " agence européenne d'indicateurs socio-éthiques " et ont développé des outils du type " bilan sociétal ".

► **Du côté associatif.** Au Québec, exemple du bouillonnement associatif autour de ces questions, les députés et les ministres ont été invités par des associations à organiser un " carrefour de savoirs " sur les finances publiques et la pauvreté. Pendant plusieurs mois, des échanges ont effectivement eu lieu. Ont été initiées des recherches sur un " produit intérieur doux " et sur la distinction à établir entre " dollars vitaux " et " dollars flottants ", spéculatifs.

Bien d'autres initiatives sont sorties de la " société civile et civique mondiale en émergence :

- systèmes à base d'échange de savoirs comme le Mouvement des réseaux d'échange réciproques de savoirs (MREERS)

- systèmes d'échange ou de crédits-temps connus aux Etats Unis sous le nom de " time dollar ", au royaume Uni sous le terme de " fair bank " en Italie initié par des femmes créatrices de banques ou de bureaux de temps qui ont désormais des équivalents en Europe du Nord et en France;
- systèmes quasi monétaires de type SEL (systèmes d'échange locaux), LETS (local exchange trade system) ou comme nous le signalions plus haut de type " troc multiréciproque " comme en Amérique Latine ".

3.6 Trois zones de fragilité limitent ces avancées :

- * La dispersion
- * Des écarts entre les intentions et les pratiques
- * Un manque d'ambition pour changer globalement de système, en particulier du côté des pouvoirs publics.

Quatrième partie : le cœur du débat

Sur le plan qualitatif, des éléments de discussion très riches ont été capitalisés au cours du débat mené sous des formes très diverses : publication, entretiens, forum sur Internet, nombreuses rencontres...

4.1 La méthode employée pour le débat démocratique.

Inspirée par **Jurgen HABERMAS** et son " éthique de la communication ", "elle part de l'hypothèse suivante : ce n'est pas le conflit qui est nuisible pour une collectivité mais la violence ; ce n'est pas le désaccord qui est dangereux dans un échange, c'est le malentendu et le procès d'intention. " Construire des désaccords " c'est réussir à se mettre d'accord sur les objets de désaccord ".

Deux grandes rubriques dans la discussion : le débat théorique puis le débat stratégique et sur les outils.

4.2 Débat sur les critiques adressés au PIB et à la comptabilité nationale

► Destructures et réparations

Objection : ce n'est pas la destruction en tant que telle qui est source de richesse mais le fait que sa réparation (ou son assurance) génère des flux monétaires ;

Réponse : une catastrophe ne génère effectivement pas en tant que telle de la richesse. Le débat ne porte pas sur ce point mais sur l'ensemble du couple destructions/réparations et sur le fait que seules les activités générant des flux monétaires sont alors prises en compte.

► Augmentation du PIB et destructions

Objection : une baisse des destructions (comptabilisées en monnaie) n'entraînerait pas forcément une baisse du PIB dans la mesure où les acteurs économiques pourraient développer d'autres activités non destructrices comptabilisées elles aussi dans le PIB.

Réponse : la croissance fait l'objet d'un culte sociétal qui ne s'embarrasse pas de cette distinction et fait croire à la plupart qu'une baisse du PIB équivaut à un appauvrissement de la collectivité. Par ailleurs, quand on parle d'activités de remplacement, n'oublions pas toutes celles qui échappent à la comptabilité publique, de toutes façons biaisée par ce

simple fait.

► *Destructions créatrices*

Objection : la destruction fait partie de la vie ; c'est ce que des économistes comme **SCHUMPETER** ont qualifié de " *destructions créatrices* ".

Réponse : certes, mais " *ce qui fait la dignité de l'humanité c'est sa capacité de discernement et de choix sur la nature de ces destructions et l'arbitrage entre ce qui peut effectivement relever de " destructions créatrices ", au sens de **SCHUMPETER**, et ce qui relève des destructions " mortifères "*. Il serait utile d'avoir un moyen de distinguer destructions créatrices et destructrices. **Patrick VIVERET** propose d'utiliser la méthode évoquée par l'Union européenne de l'élaboration d' " *indicateurs de dissociation* " ou la méthode dite " *des trois colonnes* " ⁴, détaillée dans le rapport.

► *Des chiffres " pousse au crime " ?*

Deux objections assez proches :

1. La comptabilité nationale ne facilite pas, en tant que telle, les comportements négatifs. Les comportements accidentels ne sont pas délibérés. De même la prédominance de la médecine curative sur la médecine préventive n'est pas un effet comptable.
2. Les coûts induits pour la collectivité par certaines activités productives sont bien supérieurs aux bénéfiques privés qu'elles engendrent. Mais ce résultat dépend des acteurs, à la rigueur des déficits de la Loi, non de la comptabilité publique.

Réponse : ce n'est certes pas la comptabilité nationale en elle-même qui provoque, en soi, des comportements destructeurs. Mais il existe un rapport étroit entre les principes de cette comptabilité et " *une logique de pouvoir* ". " *De même, si la prévention n'est pas favorisée dans nos sociétés, ce n'est pas d'abord du fait de nos systèmes comptables. Mais ceux-ci y contribuent, puisqu'en privilégiant la comptabilisation monétaire, on sous valorise automatiquement la prévention* ".

4.3 Sur le problème global de la mesure

La mesure n'est plus considérée comme un simple outil mais comme une véritable finalité : " *calculer, comme le montrera **HUSSERL**, c'est mettre hors circuit tous les modes du penser et toutes les évidences qui ne sont pas indispensables à la technique du calcul* (**AndréGORZ**, dans une réponse au rapport d'étape).

4.4 Sur les rapports entre éthique et économie

Objection : l'abandon du principe de neutralité axiologique, voire d'amoralisme de l'économie, risquerait de poser de redoutables problèmes politiques, déontologiques et...comptables ! Qui déciderait qu'une activité n'est pas " bonne " ? Il est préférable de poursuivre dans la voie ouverte par **Jacques DELORS** dans les années 60-70 de comptes associés qui auraient pour objet spécifique de mesurer des effets économiques, écologiques, sociaux etc.

Réponse : il serait effectivement opportun de créer une large comptabilité patrimoniale de L'Etat. Définir la valeur par la simulation de la perte permettrait de ne pas cantonner cet exercice à la simulation marchande de biens (ou de liens).

Les " comptes satellites " de la comptabilité nationale ont pour défaut de continuer à considérer comme périphériques (satellites) des éléments centraux de la richesse ou de sa destruction.

⁴ Le principe de cette méthode est de classer des arguments avec des +, des - et des ?. Ensuite, on valide les uns, on abandonne les autres et on tente de réduire les incertitudes.

Le savant, à l'instar d'**EINSTEIN** ou de **Jacques TESTARD**, peut et doit se montrer citoyen pour gérer ses inventions. " *Mais on ne peut demander à des individus de porter seuls le poids d'un problème majeur de toute société qui est précisément l'énonciation des règles qui permettent de passer de la connaissance à l'action* ".

Le problème est redoublé par l'utilisation, par les économistes, de mots détournés de leur sens commun : utilité, par exemple. Ces abus de langage permettent à nombre d'entre eux de s'exonérer de leurs responsabilités sociales.

4.5 Sur la question de la valeur et de la richesse

Objection : " *La faille fondamentale de la représentation habituelle de la valeur et de la richesse est de confondre ce qu'**ARISTOTE**, **SMITH**, **RICARDO** et **MARX** appelaient " valeur d'usage " et " valeur d'échange ", c'est-à-dire richesse et valeur. Confusion de **MALTHUS**, **SAY**, **WALRAS** et tous les néoclassiques. Mais pas des deux premiers classiques anglais. Vous reprenez sur ce point la thèse de **Dominique MEDA** qui commet une erreur. Si l'on assimile valeur d'échange (sous-entendu marchande) et richesse, il n'y a plus de place pour les services publics, le travail bénévole et associatif et l'avenir de l'humanité devient la marchandisation infinie, puisque la satisfaction des besoins et des désirs ne peut provenir que de l'extension de la sphère marchande confondue avec celle des valeurs d'usage" (extraits d'une lettre de **Jean Marie HARRIBEY** à **Patrick VIVERET**).*

Réponse : certes, mais le mérite de **SMITH** et **RICARDO**, contrairement aux autres classiques, est de ne pas réduire toute valeur à la valeur d'échange (en préservant la notion de valeur d'usage) et de souligner le rôle du travail humain dans la production de valeur. La valeur d'échange elle-même ne se réduit pas à la valeur marchande et la transformation de l'environnement naturel opérée par les humains ne se réduit pas au travail.

Patrick VIVERET développe ces points à partir d'une relecture d'**Adam SMITH**, particulièrement intéressante et centrale dans l'apport théorique de son rapport.

4.6 Retour sur Adam SMITH

Dans ses *Essais sur les causes de la richesse des Nations*, **SMITH** ne s'intéresse pas à la nature et à l'intelligence humaine. Il les prend comme des données que la division du travail et la mécanisation vont multiplier. " *Il ne voit pas, dès lors, que cette démultiplication purement quantitative va se payer, avec la révolution industrielle, d'une immense perte qualitative (...). Le capitalisme industriel créera, comme le verra bien Marx, les conditions non seulement de l'exploitation mais plus encore de l'aliénation, c'est-à-dire de l'étrangeté de l'être humain par rapport à son travail (...). La production industrielle va se priver d'un potentiel considérable d'intelligence et de motivation puisque c'est, pour l'essentiel, hors de la sphère du travail productif mécanisé, que les ouvriers vont pouvoir exprimer leur intelligence et leurs passions de vie* ".

" *L'entrée dans l'ère informationnelle nous fait mieux comprendre aujourd'hui cette question (...) Comme l'intelligence ne va pas sans désir et sans motivation nous voyons aujourd'hui l'entreprise chercher à recréer les conditions de cette motivation au moins pour les acteurs dont elle souhaite mobiliser les qualités de créativité.*

(...) *Le cœur de l'économie, et plus largement de la " société de la connaissance " consiste à réunir les meilleures conditions sociales, politiques et culturelles, de la fécondité de cette intelligence collective. La production matérielle n'est alors que l'un des nombreux dérivés possibles de cette fécondité* ".

Les capacités de démultiplication de la vie et de l'intelligence sont d'autant plus fortes qu'elles ne sont pas contraintes. La liberté et l'échange sont indispensables pour les favoriser. " *C'est la force de **SMITH** d'avoir montré, face aux mercantilistes d'hier qui*

ressemblent beaucoup aux monétaristes d'aujourd'hui, que ce n'est pas la monnaie qui fait la richesse. (...) La faillite de toute économie administrée et plus largement la supériorité des modes de gouvernance démocratiques sur les formes despotiques d'organisation du pouvoir trouve sa source dans ce constat ".

SMITH, contre certains de ses apôtres libéraux d'aujourd'hui, prône la régulation en citant trois devoirs du souverain pour faciliter et garantir la liberté et les échanges :

" Le premier, c'est le devoir de défendre la société de tout acte de violence ou d'invasion de la part des autres sociétés indépendantes. Le second, c'est le devoir de protéger, autant qu'il est possible, chaque membre de la société contre l'injustice ou l'oppression de tout autre membre, ou bien le devoir d'établir une administration exacte de la justice. Et le troisième, c'est le devoir d'ériger et d'entretenir certains ouvrages publics et certaines institutions que l'intérêt privé d'un particulier ou de quelques particuliers ne pourrait jamais les porter à ériger ou à entretenir, parce que jamais le profit n'en rembourserait la dépense ⁵ "...

On peut par contre reprocher à **SMITH** d'avoir négligé les freins créés par les phénomènes de domination, hors la domination exercée par l'Etat. En particulier la domination et l'injustice induites par la division du travail.

4.7 Sur la monnaie

▶ *la monnaie entre échange et domination*

La monnaie ne facilite l'échange que pour ceux qui en disposent. Pour les autres, elle le limite. Ce paradoxe a été théorisé par **MARX**. Il provient de ce processus de " *fétichisation* " qui consiste à transférer la valeur de l'échange entre humains sur la monnaie elle-même, d'autant plus que le support de métaux précieux pouvait laisser croire que la monnaie était en elle-même une richesse. Organisée par les dominants, la rareté de la monnaie " *oblige les dominés à n'utiliser qu'une faible partie de leur potentiel d'échange et d'activité. Cette question est d'autant plus décisive que l'économie mondiale est aujourd'hui doublement menacée par l'insuffisance de monnaie à un pôle et par son excès à l'autre* ". L'éclatement répété de " *bulles financières* " spéculatives pourrait précipiter le monde dans le chaos. La redistribution fait ainsi cruellement défaut au niveau mondial.

▶ *Monnaie et confiance*

" L'existence d'une régulation mondiale ne traiterait qu'une part du problème. La question la plus fondamentale de la monnaie, celle qui lui donne son épaisseur anthropologique, c'est son rapport à la confiance ". L'Euro, curieusement, échappe aux critères traditionnels de cette confiance. " *C'est une monnaie dont les supports n'ont pas de valeur en eux-mêmes, qui couvre un espace (encore?) trop large pour exprimer la confiance que peut donner une communauté de destin comme la nation, et c'est une monnaie " sans Etat " puisque la banque centrale européenne ne peut raisonnablement prétendre à ce titre* ".

▶ *Monnaie et information*

" Avec la mutation informationnelle, la monnaie est devenue autant un outil d'information qu'un outil d'échange ". La dématérialisation des supports pose les questions de la fiabilité, de la crédibilité des informations véhiculées par la monnaie. D'où l'utilité de doubler l'information économique et monétaire d'une série d' " *indicateurs de dissociation* " écologiques, sanitaires et sociaux. Les écarts trop importants doivent donner l'alerte et déclencher des interrogations qualitatives. La dialectique entre transport routier et " *ferroulage* " illustre bien cette problématique.

▶ *Pour une approche anthropologique de la monnaie*

⁵ p 352 Essais sur la Richesse Gallimard 1976.

Marcel MAUSS et **Karl POLANYI**⁶ ont montré que l'échange monétaire n'est qu'une des formes possibles du rapport entre les êtres humains. Pour aimer ou pour haïr il n'est nul besoin de monnaie. De même, la monnaie n'est pas nécessaire si le désir, entendu comme l'attraction qu'exerce un projet, un objet ou un être, est suffisamment fort. L'argent ne peut vaincre non plus une répulsion, si elle est absolue.

La monnaie se situe dans l'espace intermédiaire entre amour, haine, désir et répulsion. Quand il y a à la fois désir et confiance collectifs dans un échange, on est en présence de monnaies de proximité (ou de solidarité). Si l'objet de l'échange suscite la répulsion, la monnaie va être un vecteur de domination, voire de violence. " *Par exemple le ramassage d'ordures peut répugner aux deux protagonistes mais l'un a les moyens de le faire réaliser par autrui soit par des moyens de contrainte soit en achetant son service. C'est dans cette zone que ce que les économistes nomment les " coûts de transaction " vont être les plus forts. Il faudra beaucoup d'argent pour réaliser un projet qui n'intéresse pas les acteurs qui doivent le mettre en œuvre et qui n'ont pas confiance en ses commanditaires "*.

" L'entreprise est pour l'essentiel confrontée à la première question, celle des coûts de transaction monétaires mais elle doit aussi gérer en son sein le rapport au pouvoir (modèle hiérarchique ou coopératif).

L'Etat est d'abord affronté à la seconde question, celle du pouvoir, mais il cherche de plus en plus souvent à compenser par la monnaie ses coûts de transaction dus à sa bureaucratie. Il se trompe alors de cible en croyant que l'importation d'un modèle "managérial" en son sein est de nature à régler le problème. Le plus souvent même, il l'aggrave car il atteint la part d'attachement aux valeurs du service public qui subsiste chez les agents et entretient la défiance par la mise en concurrence. Dans les deux cas on pourrait montrer que le modèle le plus efficace est celui d'une entreprise mobilisant, sur son projet, le désir de ses membres dans un climat de confiance et un Etat suscitant l'intérêt de ses agents au service de projets publics dans un climat de coopération ".

► **Monnaies Yin, monnaies Yang**

Bernard LIETAER, ex directeur de la banque centrale de Belgique a théorisé la double face de la monnaie (confiance et défiance) dans *Le Mystère de la monnaie* et dans *Le futur de la monnaie*. Selon lui, il existe deux sortes de monnaies :

► **Les monnaies Yang** (Euro, Dollar, etc.) dont l'émission est basée sur la hiérarchie. Elles mènent à la centralisation, l'accumulation, sont rares et créent la compétition.

► **Les monnaies Yin** sont égalitaires, disponibles en quantité illimitée, encouragent la coopération entre les utilisateurs et la décentralisation des systèmes d'échanges. Elles ont toujours existé sous forme d'économie de dons : échanges de cadeaux, de services, de savoirs...

Deux voies de réforme, complémentaires, sont ainsi ouvertes :

La première passe par " *la mise en place de régulations internationales et la lutte contre les réservoirs d'argent mafieux ou terroriste que sont les paradis fiscaux, l'organisation d'un système de désincitation à l'égard du financement d'activités socialement et écologiquement destructives (et/ou d'incitation pour des activités reconnues socialement et écologiquement utiles) "*.

L'autre consiste " *à favoriser, et au minimum à autoriser, les formes d'échange, monétaires ou non monétaires, qui sont fondées sur la confiance plus que la défiance et qui favorisent l'échange de proximité dans l'espace et dans le temps" : systèmes d'échange non monétaires, monnaies affectées, systèmes de type SEL, projet SOL...*

"il ne s'agit pas de monnaies substitutives à la monnaie officielle, ce qui serait totalement irréaliste, mais de monnaies complémentaires". Une de leurs fonctions est d'exercer "une pression sur la monnaie officielle pour qu'elle soit elle même davantage un vecteur

⁶ **Marcel MAUSS** : essai sur le don, Paris, PUF. **Karl POLANYI** : la Grande Transformation, Gallimard, Paris.

de " doux commerce " (on dirait aujourd'hui de " commerce équitable ") plutôt qu'un vecteur de violence sociale ".

4.8 Propriété intellectuelle et brevetage du vivant

" Ce que l'on appelle à tort " production " n'est qu'une transformation de ressources qui nous viennent de la nature, de la vie en général et de la vie intelligente en particulier. (...) C'est dans ce contexte qu'il nous faut analyser la tendance dominante du capitalisme informationnel à étendre démesurément les droits de propriété intellectuelle et à vouloir breveter le vivant. Nous sommes ici au cœur des conséquences de la société de marché au sens que **POLANYI** a donné à ce terme. L'invasion des rapports marchands hors de leur sphère propre bouleverse des champs de relation qui relevaient soit du bien commun d'une collectivité (lien politique), soit de la vie affective des personnes (lien de réciprocité) ".

5^{ème} partie : pour un Etat écologiquement et socialement responsable

Cette partie contient les propositions du rapport. Dans le cadre de ce résumé, nous n'avons retenu que celles ayant une portée non circonstancielle.

5.1 Les conditions d'une nouvelle approche de la richesse.

▶ *Tout indicateur est un choix de société.*

La question du " système d'acteurs " est posée par **VIVERET**. " Du côté des entreprises, la prise en compte d'indicateurs sociaux, environnementaux et éthiques, n'est devenue d'actualité qu'à partir du moment où un certain nombre d'actionnaires ont exigé un minimum de garanties quant à la nature des bénéficiaires de leurs placements ". " Les " nouveaux " facteurs de richesse placés spectaculairement sur le devant de la scène économique par la mutation informationnelle et la "révolution du vivant " que sont la vie et l'intelligence sont aussi, paradoxalement, les plus anciens".

▶ *Quatre tentatives de réforme*

1. Les rapports sur le développement humain du PNUD.
2. Les recherches sur le capital social, humain et naturel soutenues en partie par la Banque mondiale et l'OCDE.
3. L'élaboration ambitieuse d'indicateurs européens, en particulier dans le domaine environnemental depuis le sommet de Cardiff.
4. Tout à la fin de son rapport, de retour du forum social de Porte Alegre 2002, **Patrick VIVERET** signale aussi "un projet d'indicateur synthétique alternatif au PIB proposé par un collectif, au sein duquel travaille un ancien responsable de la banque mondiale **John O'CONNOR**. Cet indicateur, et le logiciel conçu pour l'élaborer peut mettre en évidence sous une forme graphique l'ensemble des données sociales, écologiques et économiques d'une collectivité qu'il s'agisse d'une ville, d'un pays ou d'un groupe de pays comme l'Union européenne".

En revanche peu de tentatives portent globalement sur une réforme des systèmes de comptabilité nationaux. Il n'y a pas de suites réelles données aux travaux du type " *Net national welfare* ".

▶ *Ces tentatives manquent d'un nouveau paradigme et d'une stratégie plus ambitieuse*

▶ **L'enjeu décisif du temps**

" Si l'on cherche cependant un indicateur principal (...), il est probable qu'il faille accorder une attention particulière aux comptabilités exprimées en temps (...). Elles peuvent permettre non seulement l'échange mais aussi l'épargne et le crédit ce qui ouvre la possibilité de transformations profondes dans la manière d'aborder des problèmes majeurs tels que la retraite, la formation continue, la réduction du temps de travail ou l'organisation ambitieuse d'un temps civique et social en partenariat avec les associations (...). La principale question, dans cette perspective, est d'éviter de basculer dans une obsession de la mesure, plus large encore que celle de sa forme monétaire, et de sauvegarder le droit au secret du temps de vie privée "

▶ **Indicateurs écologiques et anthropologiques**

Outre le temps, on pourrait retenir :

- des indicateurs de nuisance et de destruction des ressources vitales de la planète ;
- des indicateurs démographiques (causes de mortalité, de maladies, d'accidents, de stress, de rupture des liens sociaux...).

▶ **Le lien entre indicateurs, monnaie et systèmes d'échange**

" La réflexion sur " les monnaies sociales " destinées à redonner à la monnaie sa fonction positive de facilitation de l'échange et de création d'activité est donc d'actualité. (...) Il s'agit de réinscrire la monnaie comme un cas particulier(...), des systèmes d'échange. "

▶ **La nécessité de compter autrement et le droit de ne pas tout compter**

" La nécessité de compter autrement ne doit pas conduire à aggraver encore l'obsession de la mesure qui constitue une pathologie dangereuse des sociétés de marché "

(...) " Lorsque des activités sont dangereuses pour la santé physique ou mentale des humains ou pour leur environnement elles doivent être dévalorisées. C'est seulement si elles font la preuve que leur apport est supérieur à leur contre productivité (ou que leur absence générerait une contre productivité supérieure à leur existence) que cette valeur négative peut être compensée. La fiscalité peut être, dans cette perspective, un outil efficace fonctionnant sur un système global de type bonus/malus "

▶ **La nécessaire relativisation de la sphère économique**

L'argent, l'économie, la monnaie ne sont pas tout. Ce qu'il y a d'autre (la vie, l'amour, la nature, la mort...) doivent entrer en ligne de compte dans la définition ou l'appréciation du développement ou du bonheur humains.

▶ **La responsabilité publique**

Les effets de la mondialisation couplés avec ceux de la mutation informationnelle et de la révolution du vivant nous conduisent à réexaminer radicalement le statut de la religion, l'économie, la politique dans leurs fonctions pacificatrices des sociétés. La question devient celle de l'humanité dans son ensemble confrontée à la préservation de sa planète et uniquement menacée par elle même. Comment traiter la "barbarie intérieure" ?

"Le libéralisme a raison quand il estime que la liberté et l'échange sont les deux conditions de la démultiplication de la richesse. Mais il est aveugle quand il oublie que cet échange et cette liberté ne sont sources de richesse que pour autant qu'il s'agit d'un échange égal et d'une liberté partagée".

Mais l'Etat régulateur lui-même s'est parfois montré source d'oppression. "Les " coûts de transaction ", qui signent la mauvaise qualité de l'échange, se situent autant du côté de l'entreprise et du marché que du côté de l'Etat et de la société politique. Si l'acteur public veut exercer pleinement son rôle de régulateur pacifiant, il doit donc lui même s'interroger sur l'usage qu'il fait de son pouvoir".

5.2 Sept axes de transformation sont proposés :

1. Créer les conditions d'un autre regard sur la richesse

- favoriser la réappropriation du vocabulaire de la richesse et de la valeur ;
- utiliser d'autres supports que les mots et les chiffres pour faire découvrir des richesses invisibles dans les comptabilités ;
- donner la parole aux acteurs pénalisés prioritairement par la vision dominante de la richesse en particulier les pauvres et les exclus, les femmes et les associations".

2. Créer les conditions d'un débat public

La publication de ce rapport, sa traduction, l'organisation de conférences et rencontres internationales régulières, de rencontres publiques décentralisées, un forum de discussion sur Internet, ou des conventions partenariales d'objectifs entre collectivités et associations peuvent y contribuer.

3. Réalisation d'un rapport français sur le développement humain durable.

4. La France pourrait proposer à ses partenaires de l'Union européenne l'établissement d'un rapport annuel sur le développement humain durable.

La France devrait également proposer de mettre à l'ordre du jour des travaux des Nations Unies l'élaboration d'une réforme du système de comptabilité nationale (SCN) et œuvrer pour la subordination du droit commercial aux droits humains inscrits dans la déclaration universelle.

5. Développement de mécanismes incitatifs en faveur de la prévention et de la limitation des destructions:

- * Construire une comptabilité analytique des ressources publiques (Etat, collectivités locales, sécurité sociale) afin de repérer la part des ressources provenant de destructions écologiques sanitaires ou sociales.
- * Utiliser l'élaboration des indicateurs de destruction afin d'utiliser ces ressources à des actions de prévention et de limitation des risques.

6. un projet de monnaie sociale, une grande initiative sur les temps sociaux

- * Etudier la faisabilité puis expérimenter une monnaie sociale sur support électronique généralisant et simplifiant l'ensemble des titres ou chèques déjà autorisés par les pouvoirs publics et étendant cette logique à tout échange effectué par des services publics, sociaux, des associations ou des entreprises reconnues comme remplissant des fonctions d'utilité sociale par leur statut, leur objet ou leur pratique.
- * Etudier la faisabilité et expérimenter une " comptabilité-temps ". Des dispositifs déjà existant tels le crédit d'épargne temps pourraient trouver leur place dans une grande loi sur les temps sociaux à l'image de ce qui s'est fait en Italie. Dans la même perspective il serait utile d'ouvrir la possibilité de s'acquitter de sa contribution publique en temps et d'ouvrir au sein de la fonction publique un droit à congé civique.

7. Un Etat socialement et écologiquement responsable

"La France devrait prendre l'initiative d'un examen attentif de toutes les dispositions ou décisions publiques qui contreviennent à l'exigence de responsabilité écologique et sociale".

- Poursuite de l'avancée de la réforme de la loi organique sur les finances publiques qui doit aboutir d'ici 2006.
- Transformation du Ministère de l'Economie et des Finances en un Ministère de l'Economie plurielle qui devrait engager la réforme de la commission des comptes de la nation et préparer tous les cinq ans avec le Parlement un grand débat d'évaluation des richesses de la nation.

5.3 Deux propositions hétérodoxes

1. Pour un revenu domestique

"Alors que " économie " signifiait, chez ses inventeurs grecs, " l'organisation de la maison ", la " nouvelle économie " de la fin du 18^{ème} siècle, a déclaré improductives toute activité domestique non marchande et inactives les personnes s'adonnant aux tâches domestiques. Cette convention issue de la bourgeoisie patriarcale est de plus en plus injuste et contre-productive.

- elle pénalise prioritairement les femmes (...).
- elle bloque l'évolution vers une répartition équitable des rôles et des tâches domestiques entre hommes et femmes.
- elle pénalise des tâches essentielles à la survie, à l'éducation, à la santé et au lien social".

De plus, "il est de plus en plus absurde de faire financer 100% de temps de vie par des activités s'exerçant au cours d'un dixième de ce temps".

"Ce revenu pourrait être calculé au départ sur la base d'un demi SMIC (part sociale du service rendu distincte de l'auto-bénéfice).⁷

(...) Cette proposition n'est pas exclusive d'autres droits à rémunération pour des activités socialement utiles qui sont aujourd'hui exclues du champ monétaire. C'est ainsi que tout être humain accomplit au moins deux métiers, même s'il n'a aucun emploi. D'une part, comme l'a bien montré l'expérience des réseaux d'échanges de savoirs, toute personne aussi démunie soit –elle est porteuse de savoirs et, si on lui révèle ce potentiel et la capacité de le transmettre, elle peut partager ces savoirs avec d'autres.

(...) Dans des sociétés où les problèmes de production matérielle sont secondaires mais où la part de l'économie de la connaissance, des services relationnels est décisive, le fait de reconnaître que tout être humain exerce au moins le métier de " chargé de savoirs " est important. On peut considérer dans le même esprit qu'il exerce aussi le métier de " chargé de projet " : celui de son propre projet de vie".

2. Pour un revenu personnel maximal indexé sur les revenus minimaux

"Etude, expérimentation puis élaboration d'une loi fixant la fourchette maximale d'inégalités réelles entre les revenus personnels minimaux et maximaux. Au delà du seuil supérieur fixé les personnes disposant de fortunes peuvent créer des fondations à leur nom afin que cet argent soit utilisé pour répondre à un objet social reconnu".

5.4 Les supports et les acteurs

► **Une Mission Interministérielle et un office parlementaire.** Créer, auprès du Premier Ministre, une Mission interministérielle destinée notamment à apporter appui, information et expertise à l'organisme parlementaire en charge également de ce projet. Utiliser le cadre **de l'office parlementaire d'évaluation**⁸. Il devrait organiser tous les cinq ans une **Evaluation participative de la richesse de la nation**.

⁷ "Dans l'hypothèse de la création d'une monnaie sociale une part de ce revenu domestique pourrait être distribuée sous cette forme. Une partie du financement de cette réforme pourrait résulter d'une création monétaire publique. Dans la mesure où celle-ci correspondrait à des besoins non superflus elle ne serait pas inflationniste et les pouvoirs publics sont parfaitement légitimes pour l'émettre sans contrepartie. Il s'agit là d'un processus de création infiniment moins dangereux et contestable que la création de monnaie bancaire destinée aux emprunts en vue d'achats d'actions sur les marchés financiers".

⁸ Office créé alors que **Philippe SEGUIN** était président de l'Assemblée Nationale. Il semble que cet office faute de moyens et d'enjeux n'ait plus aujourd'hui d'existence effective.

▶ **Un Observatoire public indépendant destiné à évaluer le respect des critères de développement humain durable**

▶ **Des formations à l'économie plurielle.** "Intégrer dans les programmes scolaires (terminale économie) et de l'enseignement supérieur (de l'université aux grandes écoles et écoles administratives) une initiation aux formes plurielles de l'économie et la présentation des diverses méthodes d'analyse de la richesse et diversité des indicateurs".

5.5 Propositions concernant le Secrétariat d'état et la DIES

Notre résumé ne retient pas le détail de ces propositions très conjoncturelles et dont le changement politique survenu en mai juin 2002 a, pour le moins, modifié les perspectives. Elles prônaient notamment des augmentations de moyen, la prolongation et la consolidation de la mission de **Patrick VIVERET**, ainsi qu' "un partenariat renforcé avec les acteurs de l'économie sociale et solidaire et la société civile".

6^{ème} partie : conclusion générale

Sortir positivement de la société de marché ?

"Sommes nous prêts à sortir "par le haut" de cette "société de marché" qui chosifie les rapports sociaux, marchandise le vivant et l'intelligence, cherche à étendre le "life time value" (for money) à l'ensemble du temps de vie (...).

La mondialisation "n'a jamais pensé la question de la régulation mondiale sous sa double face écologique et humaine. Or c'est ce rendez vous qui est désormais devant nous(...). Les ressources innombrables que la vie et l'intelligence humaine ont su créer n'ont pas de véritable obstacle physique, mais un redoutable adversaire psychique : celui qui naît de la peur et du désir de possession ou de domination.

Face aux jeux guerriers que développe cette logique, l'économie sociale et solidaire propose une autre réponse : celle des jeux coopératifs".

5. Commentaire. Appréciation générale

Entre théorie et pratiques, le rapport **VIVERET** pose des questions de fond : qu'appelons nous richesse ? Comment la mesure-t-on ? A quoi sert vraiment la monnaie ? Quelles alternatives économiques, culturelles, sociales, solidaires et écologiques pour un " autre " monde ? Comment proposer un système cohérent susceptible de transformer en profondeur les comptabilités publiques et de modifier, à travers la monnaie et la pluralité d'autres systèmes d'échange, la circulation et la distribution des richesses ?

L'auteur, qui agace parfois par trop de révérence envers les marottes de son commanditaire Vert de l'époque, suggère des pistes de travail d'intérêt inégal, allant de la révolution des esprits au gadget écolo.

Il n'apporte pas de réponses ficelées, heureusement, mais nourrit un débat essentiel ; avec le mérite, qui plus est, de vouloir le mener démocratiquement et avec tous plutôt qu'entre experts.

Mais le rapport de mission est un genre littéraire ingrat et quelque peu bâtard : ni thèse, ni essai, il est un ouvrage de commande consacré à un thème d'actualité. De là des obligations respectueuses vis-à-vis du payeur, un soupçon de complaisance, un parti pris idéologique nuisible à la scientificité, une surabondance de remarques et d'informations

conjoncturelles qui masquent souvent la réflexion de fond et réduisent en tous cas sa portée et la durée de vie de l'ouvrage. Particulièrement, comme c'est ici le cas, s'il paraît à la veille d'un changement d'orientation de la politique et du Gouvernement qui avaient suscité son apparition.

Mais quand un philosophe, tel **Patrick VIVERET**, se fait économiste, il a le mérite de poser sans détour des questions de fond et d'interpeller le "système" là où le bât blesse: l'inhumanité de l'économie libérale qui, tout en annonçant à son tour des lendemains qui chantent, ne cesse d'accumuler les échecs, les inégalités, les crispations identitaires, plongeant des continents entiers dans la misère et/ou la corruption, le délabrement écologique et les replis identitaires.

Après la marginalisation de l'ONU, les crises du système monétaire international et du Fonds qui le gère, après les doutes et les interrogations sur le rôle joué par la Banque Mondiale, c'est l'unique hyper puissance qui semblait bénéficier réellement de "la société de marché", les Etats-Unis, qui se voit confrontée aujourd'hui à ce qui pourrait constituer des impasses : hyper terrorisme, militarisme, crise boursière, perte de confiance dans les entreprises et les normes financières...

L'injustice du monde s'aggravant appelle des solutions radicales, des paradigmes et des concepts nouveaux, des alternatives économiques et sociales crédibles.

C'est dans cette quête et dans le courant de l'économie sociale et solidaire, du commerce équitable, de l'écologie et du développement durable que s'inscrit et vient à point le rapport **VIVERET**.

Mais il y a loin, hélas, en ces domaines, de la coupe aux lèvres. Quelques arguments présentés comme centraux par le rapport ne résistent pas aux objections que **Patrick VIVERET** a eu le mérite de solliciter par une méthode d'écriture en deux temps. Ainsi, par exemple, si une part du PIB n'était pas consacrée à réparer des catastrophes, indiquent les contradicteurs, elle serait consacrée à la création d'autres types de "richesses".

L'approche d'indicateurs comptables nouveaux, l'analyse des différentes fonctions de la monnaie et la mise en avant de propositions y répondant semblent bien plus convaincantes.

Au bout du compte, ce rapport laisse deux impressions contradictoires :

- Le rare sentiment que sont abordées de manière constructive, à propos de l'économie et de la monnaie, des questions théoriques et pratiques essentielles pour l'avenir de l'humanité : pour une économie et des monnaies remises au service de l'homme.
- La pénible impression qu'on n'a fait qu'effleurer ces sujets, voire qu'on a parfois mis en avant des fausses nobles causes épousées qu'à rendre p

On demeure loin d'un no **VIVERET**, pour multiplier

Une part d'utopie, voire de être un reproche de fond : de certitudes terre à terre.

L'économie solidaire va-t-e et aux citoyens.



Dessin original de **Gil PUJOL-LATOURE** publié à propos du rapport **VIVERET** dans *Ressources hebdo*, lettre multimédia éditée par l'Espace Ressources de la Fédération Nationale Léo Lagrange, dirigé par **Jean-Dominique DELAVEAU**